

**Sous-commission Paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la
Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone**

**Convention collective de travail du 4 juillet 2011 relative à l'application des
conditions barémiques des travailleurs titres-services**

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}

§1^{er} La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs titres-services des services d'aide aux familles et aux personnes âgées subsidiés par la Région wallonne ou la Communauté germanophone et qui ressortissent à la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone. Elle complète la convention collective du 19 mars 2009 fixant les conditions de travail, de rémunération et d'indexation de la rémunération pour le personnel des services d'aide aux familles et aux personnes âgées subsidiés par la Région wallonne ainsi que la convention collective de travail du 20 octobre 2008 fixant les conditions de travail, de rémunération et d'indexation pour le personnel des services d'aide aux familles et aux personnes âgées subsidiées par la Communauté germanophone et les conventions collectives de travail qui la modifient.

§2. La présente convention collective de travail fait suite au protocole d'accord du 31 mars 2011 relatif aux conditions de rémunération des aide-ménagères 'titres-services' en Région wallonne, et précise ce dernier.

§3. Pour l'application de la présente convention collective de travail, il faut entendre par travailleur titres-services, le personnel ouvrier, tant féminin que masculin, engagé dans le cadre d'un contrat de travail « titres-services ».

Article 2.

Les dispositions de la présente convention collective de travail fixent les règles applicables à tous les travailleurs repris à l'article 1, et ne visent qu'à déterminer les rémunérations minimums, toute liberté étant laissée aux parties de convenir de conditions plus favorables pour les travailleurs. Elles ne peuvent en outre porter atteinte aux dispositions plus favorables aux travailleurs là où semblable situation existe.

CHAPITRE II – FONCTION

Article 3.

Par travailleur(euse) titres-services on entend :

- le travailleur dont les heures prestées sont financées par le dispositif des titres-services et dont la fonction consiste à effectuer des activités de nature ménagère en faveur de particuliers à l'exception de la préparation des repas et des courses.

Profil

A défaut d'une réglementation existant en la matière, le travailleur doit démontrer :

- un savoir-faire dans le domaine du travail ménager
- des capacités d'adaptation techniques dans le domaine du travail ménager

CHAPITRE III – RÉMUNÉRATIONS - ECHELLES BARÉMIQUES – MAINTIEN DE L’ANCIENNETÉ ACQUISE

Article 4.

§1. Les travailleurs titres-services des services d’aide aux familles et aux personnes âgées subsidiés par la Région wallonne se voient appliquer une rémunération en vertu de l’échelle barémique qui se trouve à l’annexe 1 de la présente convention collective de travail.

§2. Les travailleurs titres-services des services d’aide aux familles et aux personnes âgées subsidiés par la Communauté Germanophone se voient appliquer une rémunération en vertu de l’échelle barémique qui se trouve à l’annexe 2 de la présente convention collective de travail.

Article 5.

§1. En vertu des droits acquis, les travailleurs titres-services des services d’aide aux familles et aux personnes âgées subsidiés par la Région wallonne dont l’ancienneté barémique dépasse 4 ans à la date de la signature de la présente convention collective de travail, maintiennent leur rémunération actuelle figée à l’année d’ancienneté acquise à la date de signature de la présente convention collective de travail qui se trouve à l’annexe 3 de la présente convention collective de travail.

§2. En vertu des droits acquis, les travailleurs titres-services des services d’aide aux familles et aux personnes âgées subsidiés par la Communauté germanophone dont l’ancienneté barémique dépasse 4 ans à la date de la signature de la présente convention collective de travail, maintiennent leur rémunération actuelle figée à l’année d’ancienneté acquise à la date de signature de la présente convention collective de travail dans l’échelle barémique qui se trouve à l’annexe 4 de la présente convention collective de travail.

Article 6.

Les grilles barémiques reprises en annexe de la présente convention collective de travail mentionnent les rémunérations horaires, mensuelles et/ou annuelles. Elles sont construites sur base de rémunérations annuelles. Les rémunérations annuelles correspondent aux rémunérations horaires multipliées par 1976 (régime de 38 heures/semaine multiplié par 52 semaines). Les rémunérations mensuelles sont obtenues en divisant les rémunérations annuelles par 12.

CHAPITRE IV – INFORMATION SUR LES RÉSULTATS DE L’ACTIVITÉ SUI GENERIS TITRES-SERVICES ET AFFECTATION DES RÉSULTATS CUMULÉS DE CETTE ACTIVITÉ SUI GENERIS

Article 7.

§ 1. Dans le cadre de l’information annuelle imposée par l’arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseil d’entreprises, et sur la base des comptes de résultats et bilan - conformes aux comptes arrêtés par le Conseil d’administration en vue de leur approbation par l’Assemblée générale - chaque entreprise communiquera au conseil d’entreprise (ou à défaut au CPPT, ou à défaut à la délégation syndicale), des informations détaillées sur les points suivants, et ce pour la section sui generis titres-services :

- L’historique complet de l’activité comptable ainsi que les ratios relatifs à cette activité, les ratios relatifs à l’encadrement et les ratios relatifs aux frais de fonctionnement ;
- le résultat annuel et le résultat cumulé (reconstitué par le relevé des charges, des ressources et des résultats de l’activité sui generis depuis son commencement) ;

- les informations exhaustives sur l'utilisation du résultat quel que soit sa destination, accompagnées d'une motivation qui sera soumise à l'approbation de l'Assemblée générale ;
- les projections budgétaires des trois années qui suivent et ce, tant au niveau des dépenses que des recettes ; ces projections prendront la forme d'un budget annuel distinguant
 - o La balance entre les charges et les produits pour les travailleurs titres-services, montant qui permettra de fixer la réserve visée au §2 alinéa 1^{er} du présent article ;
 - o L'ensemble des charges et produits et le résultat budgété bénéficiaire ou déficitaire ;
 - o Une projection budgétaire pour les deux années suivantes, basée sur les hypothèses utilisées pour réaliser le budget annuel et incluant la présentation des ratios visés plus haut dans le présent paragraphe.

Outre les informations comptables et financières, l'entreprise présente l'information extracomptable relative à l'activité titres-services sui generis au moyen du tableau repris à l'annexe 5.

§ 2. Dans ce cadre, l'entreprise fournira les éléments chiffrés lui permettant de fixer :

- la réserve affectée au bilan pour garantir la rémunération des travailleurs titres-services en place au terme de l'année bilantaire et pour les trois années qui suivent compte tenu des produits y afférents;
- les charges et produits liés au fonctionnement de l'entreprise et leur part dans le résultat budgété de l'entreprise tel que visé au §1^{er} du présent article ;

Le calcul est refait chaque année civile et porte sur les trois années suivantes.

§3. En cas de surplus au niveau des résultats cumulés et après constitution de la réserve mentionnée au §2 du présent article, le montant de cet éventuel surplus pourra être affecté à des avantages financiers ponctuels destinés aux travailleurs titres-services. Cette affectation fera l'objet de la négociation visée au chapitre V et ce, conformément à l'article 8 de la présente convention collective de travail.

§4. Cette information doit se tenir lors de la réunion du conseil d'entreprise qui précède et qui est la plus proche de la date à laquelle l'Assemblée générale statutaire approuve les comptes de résultats et le bilan. Pour la première fois, cette information sera donnée sur l'exercice 2010.

CHAPITRE V – NÉGOCIATION ÉVENTUELLE SUR BASE DES INFORMATIONS COMMUNIQUÉES

Article 8.

Dans la mesure où la situation comptable de l'activité titre-services permet de dégager un montant à affecter à des avantages financiers limités aux trois années budgétaires qui suivent le résultat cumulé de l'activité sui generis titres-services pour les travailleurs titres-services qui ont 5 années d'ancienneté barémique ou plus, cette affectation résultera d'une négociation entre l'employeur et la délégation syndicale. Ces avantages financiers ponctuels devront impérativement être des avantages soumis à la sécurité sociale, dans le cadre du budget de l'année en cours. L'avantage octroyé ne pourra excéder la différence annuelle entre la rémunération annuelle d'un travailleur ressortissant aux barèmes de la SCP 318.01 (voir annexe 3 et 4) et la rémunération du travailleur titres-services multipliée par le nombre d'heures prestées.

CHAPITRE VI – GARANTIE DU MAINTIEN DE L'EMPLOI

Article 9.

§1. Dans la mesure où les dispositions légales afférentes au dispositif des titres-services demeurent identiques, les employeurs s'engagent à maintenir le volume global de l'emploi exprimé en ETP tel qu'il existe au 31 décembre 2010, et ce conformément aux paragraphes 2 et 3 du présent article.

§2. Le volume global de l'emploi se détermine en prenant en compte le temps de travail contractuellement prévu dans chaque contrat de travail titres-services pour autant que le poste de travail soit permanent. Ainsi, si le contrat de travail d'un travailleur titres-services est suspendu pour quelle que raison que ce soit et si ces heures sont effectuées, soit par un travailleur déjà en place, soit par un nouveau travailleur, peu importe le type de contrat de travail conclu, on ne prendra en compte que les heures contractuellement prévues pour le travailleur remplacé. Un même poste de travail ne peut donc être comptabilisé deux fois.

§3. Le volume global de l'emploi ainsi obtenu ne peut pas être diminué pour des raisons d'ordre économique ou financier, mais peut être diminué pour toute autre raison que ce soit (exemples : départ naturel ou volontaire, transition professionnelle vers un autre métier,...).

CHAPITRE VII – INFORMATION DE LA SOUS-COMMISSION PARITAIRE 318.01

Article 10.

§1. Les employeurs communiqueront les informations visées à l'article 7 de la présente convention collective de travail à l'attention du Président de la sous-commission paritaire 318.01 pour le 31 octobre de chaque année civile. Ces informations seront présentées dans le tableau repris à l'annexe 5. Un tableau sera envoyé pour chaque année d'activité du service. Ces informations feront l'objet d'une analyse lors d'une réunion extraordinaire entre les partenaires sociaux de la sous-commission paritaire 318.01.

§2. Les employeurs qui auront mené une négociation, conformément aux articles 7 et 8 de la présente convention collective de travail, remettront, en sus des informations visées au paragraphe 1 du présent article, un rapport écrit signé par les représentants des travailleurs au Président de la sous-commission paritaire 318.01 reprenant l'ensemble des mesures prises dans le cadre de cette négociation, et ce pour le 31 octobre de l'année civile durant laquelle l'avantage a été octroyé.

CHAPITRE VIII : LES LIAISONS DES RÉMUNÉRATIONS À L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Article 11.

§ 1^{er}. Toutes les rémunérations prévues dans la présente convention collective de travail ainsi que les rémunérations effectivement payées sont liées à l'indice des prix à la consommation du Royaume, établi mensuellement par le Ministère des Affaires Economiques et publié au Moniteur belge.

§ 2. Les rémunérations minima et effectivement payées qui sont d'application au 1er octobre 2008 correspondent à l'indice-pivot 110,51 (base 2004 =100), pourcentage de liquidation 1,1951.

§ 3. Par indice-pivot, il faut entendre les nombres appartenant à une série dont le premier est 104,14 et dont chacun des suivants est obtenu en multipliant par 1.02 l'indice-pivot précédent, lui-même arrondi ; les fractions de centième de point étant arrondies au centième de point supérieur ou négligées selon qu'elles atteignent ou non 50% d'un centième. Le tableau suivant est donné à titre exemplatif mais non limitatif :

104,14
106,22
108,34
110,51
112,72
114,97
117,27
119,62

§ 4. Chaque fois que l'indice des prix atteint l'un des indices-pivots ou est ramené à l'un d'eux, les rémunérations annuelles qui sont applicables à ce moment sont calculées à nouveau en les affectant du coefficient 1.02n, « n » représentant le rang de l'indice-pivot atteint. Pour le calcul du coefficient 1.02n, les fractions de dix millièmes d'unité sont arrondies ou négligées selon qu'elles atteignent ou non 50% d'un dix millièmes.

§ 5. Les adaptations de rémunérations annuelles découlant de la liaison à l'indice des prix à la consommation, sont calculées en tenant compte de la troisième décimale. Le résultat est arrondi au cent supérieur lorsque la troisième décimale est égale ou supérieure à 5 et au cent inférieur lorsque la troisième décimale est inférieure à 5. La rémunération mensuelle indexée est obtenue en divisant la rémunération annuelle indexée par 12, avec 2 décimales. La rémunération horaire indexée est obtenue en divisant la rémunération annuelle indexée par 1976, avec 4 décimales. L'arrondi est opéré en négligeant le chiffre suivant la décimale à arrondir à l'unité supérieure si ce chiffre est égal ou supérieur à cinq.

§ 6. L'augmentation ou la diminution des rémunérations visées au paragraphe 1er selon le calcul prévu au paragraphe 5 est appliquée à partir du deuxième mois qui suit le mois dont l'indice quadrimestriel atteint l'indice-pivot repris au paragraphe 3 du présent article.

§ 7. S'il faut appliquer en même temps une augmentation des rémunérations suite à une liaison à l'indice des prix à la consommation et une autre augmentation des rémunérations, l'adaptation résultant de la liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation est appliquée après l'adaptation des rémunérations selon l'augmentation prévue.

CHAPITRE IX – ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 12.

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} juillet 2011 et est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention collective de travail sera réévaluée dans un délai d'un an en cas de nouvelles mesures législatives ainsi qu'en cas de nouvelles mesures de financement du dispositif

✓

titres-services (hormis celles liées à la liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation).

Par ailleurs, la présente convention peut être revue ou dénoncée par l'une des parties signataires moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste, au Président de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Annexe 1

Barèmes des travailleurs(euses) titres-services en Région wallonne

Indexé le : 1/10/2010 Indice-pivot : 112,72 % de liquidation : 1,219

<i>Fonctions</i>	<i>Travailleurs titres-services</i>	
<i>Age de départ</i>	18 ans	
<i>Ancienneté</i>	<i>horaire</i>	<i>mensuel</i>
0	10,1016 €	1.663,39 €
1	10,9162 €	1.797,53 €
2	11,0178 €	1.814,27 €
3	11,1195 €	1.831,01 €
4 et suivantes	11,2212 €	1.847,75 €

Annexe 2

Barèmes des travailleurs(euses) titres-services en Communauté germanophone

<i>Fonctions</i>	<i>Travailleurs</i>		
<i>Age de départ</i>	18 ans		
<i>Ancienneté</i>	<i>Annuel à 100 %</i>	<i>Mensuel indexé</i>	<i>Horaire 38 h indexé</i>
0	15.875,97 €	1.612,73 €	9,7939 €
1	16.276,25 €	1.653,40 €	10,0409 €
2	16.447,54 €	1.670,80 €	10,1465 €
3	16.618,80 €	1.688,19 €	10,2522 €
4 et suivantes	16.841,57 €	1.710,82 €	10,3896 €

Annexe 3

Barèmes des travailleurs(euses) en Région wallonne

Indexé le : 1/10/2010 **Indice-pivot :** 112,72 **% de liquidation :** 1,219

<i>Fonctions</i>	ouvrier polyvalent, chauffeur, aide ménagère	
<i>Age de départ</i>	18 ans	
<i>Ancienneté</i>	<i>horaire</i>	<i>mensuel</i>
0	10,1016 €	1.663,39 €
1	10,9162 €	1.797,53 €
2	11,0178 €	1.814,27 €
3	11,1195 €	1.831,01 €
4	11,2212 €	1.847,75 €
5	11,3228 €	1.864,49 €
6	11,4245 €	1.881,24 €
7	11,5262 €	1.897,98 €
8	11,6278 €	1.914,72 €
9	11,7295 €	1.931,46 €
10	12,1463 €	2.000,10 €
11	12,2695 €	2.020,37 €
12	12,3926 €	2.040,64 €
13	12,5157 €	2.060,91 €
14	12,6388 €	2.081,19 €
15	12,7619 €	2.101,46 €
16	12,8850 €	2.121,73 €
17	13,0081 €	2.142,01 €
18	13,1312 €	2.162,28 €
19	13,2543 €	2.182,55 €
20	13,3775 €	2.202,82 €
21	13,5006 €	2.223,10 €
22	13,6237 €	2.243,37 €
23	13,7468 €	2.263,64 €
24	13,8699 €	2.283,91 €
25	13,9930 €	2.304,19 €
26	14,1161 €	2.324,46 €
27	14,2392 €	2.344,73 €
28	14,3623 €	2.365,00 €
29	14,4855 €	2.385,27 €

Annexe 4

Barèmes des travailleurs(euses) en Communauté germanophone

Indexé le : 1/10/2010 **Indice-pivot :** 112,72 **% de liquidation :** 1,219

<i>Fonctions</i>	<i>aide ménager(es)</i>		
<i>Age de départ</i>	18 ans		
<i>Ancienneté</i>	<i>Annuel à 100 %</i>	<i>Mensuel indexé</i>	<i>Horaire 38 h indexé</i>
0	15.875,97 €	1.612,73 €	9,7939 €
1	16.276,25 €	1.653,40 €	10,0409 €
2	16.447,54 €	1.670,80 €	10,1465 €
3	16.618,80 €	1.688,19 €	10,2522 €
4	16.841,57 €	1.710,82 €	10,3896 €
5	16.880,71 €	1.714,80 €	10,4138 €
6	17.103,48 €	1.737,43 €	10,5512 €
7	17.142,61 €	1.741,40 €	10,5753 €
8	17.365,37 €	1.764,03 €	10,7127 €
9	17.379,63 €	1.765,48 €	10,7215 €
10	17.737,30 €	1.801,81 €	10,9422 €
11	17.784,88 €	1.806,65 €	10,9715 €
12	18.015,77 €	1.830,10 €	11,114 €
13	18.063,64 €	1.834,96 €	11,1435 €
14	18.362,88 €	1.865,36 €	11,3281 €
15	18.410,44 €	1.870,19 €	11,3575 €
16	18.709,67 €	1.900,59 €	11,542 €
17	18.757,25 €	1.905,42 €	11,5714 €
18	19.056,47 €	1.935,82 €	11,756 €
19	19.104,06 €	1.940,65 €	11,7853 €
20	19.403,27 €	1.971,05 €	11,9699 €
21	19.450,85 €	1.975,88 €	11,9993 €
22	19.750,07 €	2.006,28 €	12,1839 €
23	19.797,66 €	2.011,11 €	12,2132 €
24	20.096,86 €	2.041,51 €	12,3978 €
25	20.144,45 €	2.046,34 €	12,4272 €
26	20.587,57 €	2.091,35 €	12,7005 €
27	20.635,16 €	2.096,19 €	12,7299 €
28	21.078,32 €	2.141,21 €	13,0033 €
29	21.125,89 €	2.146,04 €	13,0326 €
30	21.125,89 €	2.146,04 €	13,0326 €
31	21.125,89 €	2.146,04 €	13,0326 €

Annexe 5

Tableau reprenant l'historique des charges, des ressources et des résultats de l'activité sui generis titres service

L'employeur communiquera les informations reprises à l'article 7 de la présente convention sous la forme du tableau repris ci-après :

Activité Sui Generis Titres-Service pour l'année civile

Structure du Chiffre d'Affaires	Montants	Répartition (%)
Intervention des bénéficiaires		
Subvention du Gouvernement Fédéral		
Subvention du Fonds de Formation		
Subvention APE/Maribel Social		
Intervention de l'Onem (Allocation Activa)		
Subvention Mutuelle		
Autres Produits:		
dispense de précompte prof.		
divers		
TOTAL		100

Boni		
------	--	--

Structure du Prix de Revient	Montants	Répartition (%)
Biens et Services		
Charges du personnel travailleur TS (Sal+coti.patrol) défini à l'art.1§2		
Charges du personnel d'encadrement et de direction		
Autres charges:		
réduction de valeurs (impayés)		
amortissement (équipement)		
divers		
Pertes		
TOTAL		100

Mali		
------	--	--

Nombre d'heures prestées auprès du bénéficiaire	
Nombre de travailleurs titres-services en ETP	
Nombre de travailleurs titres-services en personnes physiques	
Boni ou mali cumulé	

4

**Paritätische Unterkommission für die Familien- und Seniorenhilfdienste der
Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen
Gemeinschaft**

**Kollektives Arbeitsabkommen vom 4. juli 2011 hinsichtlich der Anwendung
der Entlohnungsbedingungen der Dienstleistungsscheckarbeitnehmer.**

KAPITEL I – ANWENDUNGSBEREICH

Artikel 1

§1 Das vorliegende kollektive Arbeitsabkommen gilt für die Arbeitgeber und Arbeitnehmer im Rahmen der Dienstleistungsschecks der Familien- und Seniorenhilfdienste die von der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft subventioniert werden und der Zuständigkeit der Paritätischen Unterkommission für die Familien- und Seniorenhilfdienste der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft unterliegen. Es ergänzt das kollektive Arbeitsabkommen vom 19. März 2009 über die Arbeits-, Entlohnungs- und Indexierungsbedingungen für die Arbeitnehmer der Familien- und Seniorenhilfdienste die von der Wallonischen Region subventioniert werden und das kollektive Arbeitsabkommen vom 20. Oktober 2008 über die Arbeits-, Entlohnungs- und Indexierungsbedingungen für die Arbeitnehmer der Familien- und Seniorenhilfdienste die von der Deutschsprachigen Gemeinschaft subventioniert werden und die kollektiven Arbeitsabkommen die diese abändern.

§2. Das vorliegende kollektive Arbeitsabkommen folgt auf das Protokollabkommen vom 31. März 2011 über die Entlohnungsbedingungen der Familienhelferarbeitnehmer im Rahmen der «Dienstleistungsschecks» in der Wallonischen Region und präzisiert letzteres.

§3. Im Sinne dieses kollektiven Arbeitsabkommens sind unter « Dienstleistungsscheckarbeitnehmer » weibliche und männliche Arbeiter zu verstehen, die im Rahmen eines Dienstleistungsscheckarbeitsvertrages angeworben sind.

Artikel 2.

Vorliegendes kollektives Arbeitsabkommen bestimmt die Regeln, die auf alle in Artikel 1 erwähnten Arbeitnehmer anwendbar sind und hat lediglich zum Ziel, die Mindestlöhne festzulegen ; jede Vertragspartei hat jedoch die Möglichkeit, günstigere Bedingungen für die Arbeitnehmer festzulegen. Ausserdem müssen die Bestimmungen dieses Abkommens die günstigeren Bedingungen –im Falle einer bestehenden, ähnlichen Situation- unberührt lassen

KAPITEL II – FUNKTION

Artikel 3.

Unter Dienstleistungsscheckarbeitnehmer(in) versteht man :

- Der Arbeitnehmer, dessen geleistete Arbeitsstunden durch Dienstleistungsschecks finanziert werden und dessen Arbeit aus Haushaltsarbeiten zugunsten von Privatpersonen besteht, mit Ausnahme von Einkäufen und Essenbereitung.

Profil

Da keine einschlägige Regelung vorhanden ist, muss der Arbeitnehmer verfügen über :

- ein Know-how im Bereich der Haushaltsarbeiten ;
- technische Anpassungsfähigkeiten im Bereich der Haushaltarbeiten.

KAPITEL III – ENTLOHNUNG - BESOLDUNGSTABELLEN – BEIBEHALTUNG DES ERWORBENEN DIENSTALTERS

Artikel 4.

§1. Die Entlohnung der Dienstleistungsscheckarbeitnehmer der Familien- und Seniorenhilfdienste, die von der Wallonischen Region subventioniert werden, wird bestimmt aufgrund der Besoldungstabelle, die als Anlage 1 diesem kollektiven Arbeitsabkommen beiliegt.

§2. Die Entlohnung der Dienstleistungsscheckarbeitnehmer der Familien- und Seniorenhilfdienste, die von der Deutschsprachigen Gemeinschaft subventioniert werden, wird bestimmt aufgrund der Besoldungstabelle, die als Anlage 1 diesem kollektiven Arbeitsabkommen beiliegt.

Artikel 5.

§1. Aufgrund der erworbenen Rechte behalten die Dienstleistungsscheckarbeitnehmer der Familien- und Seniorenhilfdienste, die von der Wallonischen Region subventioniert werden, und deren Dienstalter den Zeitraum von 4 Jahren übersteigt am Datum der Unterschreibung des vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommens, die aktuelle Entlohnung bei, die eingefroren wird in Höhe vom Betrag des Dienstalters, das am Datum der Unterzeichnung des vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommens erworben ist und dem vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommen als Anlage 3 beiliegt.

§2. Aufgrund der erworbenen Rechte behalten die Dienstleistungsscheckarbeitnehmer der Familien- und Seniorenhilfdienste, die von der Deutschsprachigen Gemeinschaft subventioniert werden, und deren Dienstalter den Zeitraum von 4 Jahren übersteigt am Datum der Unterschreibung des vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommens, die aktuelle Entlohnung bei, die eingefroren wird in Höhe vom Betrag des Dienstalters, das am Datum der Unterzeichnung des vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommens erworben ist und dem vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommen als Anlage 4 beiliegt.

Artikel 6.

Die Besoldungstabellen, die vorliegendem kollektivem Arbeitsabkommen beiliegen, geben die Stunden-, Monats- und/oder Jahreslöhne an. Die Tabellen sind aufgrund von Jahreslöhnen zusammengestellt, die mit den Stundenlöhnen multipliziert mit 1976 übereinstimmen (38 Stunden/Woche multipliziert mit 52 Wochen). Die Monatslöhne werden bekommen, indem man die Jahreslöhne durch 12 teilt.

KAPITEL IV – INFORMIERUNG UBER DIE ERGEBNISSE DER DIENSTLEISTUNGSSCHECKAKTIVITÄT SUI GENERIS UND DIE VERWENDUNG DER KUMULIERTEN ERGEBNISSE DIESER AKTIVITÄT SUI GENERIS.

Artikel 7.

§ 1. Im Rahmen der jährlichen Informierung die vom königlichen Erlass vom 27. November 1973 zur Regelung der den Betriebsräten zu erteilenden wirtschaftlichen und finanziellen Informationen auferlegt wird und aufgrund der Ergebnisrechnungen und der Bilanz –gemäß den Rechnungen, die durch den Betriebsrat gemacht wurden, damit die von der Generalversammlung gebilligt werden- soll jedes Unternehmen dem Betriebsrat (oder dem Komitee für Sicherheit und Gesundheitsschutz, wenn es keinen Betriebsrat gibt, oder der Gewerkschaftvertretung, wenn es kein Komitee für Sicherheit und Gesundheitsschutz gibt) detaillierte Informationen über die folgenden Themen in bezug auf die Dienstleistungsschecks sui generis übermitteln.

- Der völlige Überblick der Buchführung und der Verhältniszahlen in bezug auf diese Aktivität, die Verhältniszahlen in bezug auf die Beratung und die Verhältniszahlen in bezug auf die Betriebskosten;
- Das Jahresergebnis und das kumulierte Ergebnis (das aus den Kosten, den Mitteln und den Ergebnissen der Aktivität sui generis seit deren Anfang besteht) ;
- Die exhaustiven Informationen über die Anwendung des Ergebnisses ungeachtet des Zwecks, begleitet von einer Begründung, die der Generalversammlung zur Billigung vorlegen wird;
- Die budgetären Prognosen der drei nächsten Jahre, sowohl im Bereich der Ausgaben als im Bereich der Einnahmen ; diese Prognosen werden zu einem jährlichen Budget, das einen Unterschied macht zwischen :
 - o Der Bilanz zwischen den Kosten und den Produkten für die Dienstleistungsscheckarbeitnehmer ; aufgrund dieses Betrages kann die Reserve bestimmt werden, die in §2 Alinea 1 dieses Artikels erwähnt wird ;
 - o Die Gesamtkosten und –Produkten und das budgetierte rentable oder unrentable Ergebnis ;
 - o Eine budgetäre Prognose für die nächsten zwei Jahre aufgrund der Hypothesen, die zur Bestimmung des Jahresbudgets verwendet werden und die obenerwähnten Verhältniszahlen einschliessen.

Abgesehen von den Informationen im Bereich der Buchführung und der Finanzen, legt das Unternehmen die ausserbuchhalterischen Informationen in bezug auf die Aktivität der Dienstleistungsschecks sui generis vor anhand der Tabelle, die vorliegendem Abkommen als Anlage 5 beiliegt.

4

§ 2. Im Rahmen dieses Verfahrens wird das Unternehmen die Zahlenangabe vorlegen, anhand deren Folgendes bestimmt werden kann :

- Die Reserve, die für die Bilanz verwendet wird, um die Entlohnung zu gewährleisten der Dienstleistungsscheckarbeitnehmer im Dienst am Ende des Bilanzjahres und für die drei folgenden Jahre, unter Berücksichtigung der damit verbundenen Produkte ;
- die Kosten und die Produkte die mit dem Betrieb des Unternehmens verbunden sind und deren Anteil an dem budgettierten Ergebnis des Unternehmens, wie bestimmt im §1 dieses Artikels ;

Die Berechnung findet jedes Kalenderjahr statt und bezieht sich auf die drei folgenden Jahre.

§3. Falls es einen Überschuss im Bereich der kumulierten Ergebnisse gibt und nach der Bestimmung der in §2 dieses Artikels erwähnten Geldsumme, kann der Betrag des eventuellen Überschusses für spezifische, finanzielle Vorteile für die Dienstleistungsscheckarbeitnehmer aufgewendet werden. Über diese Aufwendung wird verhandelt, wie bestimmt im Kapitel V, dem Artikel 8 des vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommens gemäss.

§4. Diese Informierung muss stattfinden während der letzten Versammlung des Betriebsrates bevor die Generalversammlung die Ergebnisrechnungen und die Bilanz billigt. Diese Informierung wird zum ersten Mal über das Rechnungsjahr 2010 stattfinden.

KAPITEL V – EVENTUELLE VERHANDLUNG AUFGRUND DER ÜBERMITTELTEN INFORMATIONEN

Artikel 8.

Insofern als die Buchführung der Dienstleistungsscheckaktivität es erlaubt einen Betrag für finanzielle Vorteile aufzuwenden, die jedoch begrenzt sind auf drei Haushaltsjahre die folgen auf das kumulierte Ergebnis der Dienstleistungsscheckaktivität sui generis für die Dienstleistungsscheckarbeitnehmer mit einem Besoldungsdienstalter von 5 Jahren oder mehr, wird diese Aufwendung hervorgehen aus einer Verhandlung zwischen dem Arbeitgeber und der Gewerkschaftsvertretung. Diese spezifischen finanziellen Vorteile müssen der sozialen Sicherheit unterliegen im Rahmen des Budgets des laufenden Jahres. Der zuerkannte Vorteil darf nicht grösser sein als den jährlichen Unterschied zwischen dem Jahreslohn eines Arbeitnehmers, auf den die Besoldungstabellen der PUK 318.01 (siehe Anlagen 3 und 4) anwendbar sind und der Entlohnung eines Dienstleistungsscheckarbeitnehmers, multipliziert mit der Zahl der geleisteten Arbeitsstunden.

KAPITEL VI – GEWÄHRLEISTUNG DER ARBEITSBEIHALTUNG

Artikel 9.

§1. Insofern als die Rechtsvorschriften in bezug auf die Dienstleistungsschecks unverändert bleiben, verpflichten die Arbeitgeber sich dazu, die am 31. Dezember 2010 bestehende Globalzahl der Arbeitsplätze, die in VZE (Vollzeitequivalente) ausgedrückt wird, beizubehalten, den Paragraphen 2 und 3 dieses Artikels gemäss.

§2. Die Globalzahl der Arbeitsplätze wird bestimmt unter Berücksichtigung der in jedem Dienstvertrag in bezug auf die Dienstleistungsschecks kontraktlich vorgesehenen Arbeitszeit, insofern als der Arbeitsplatz permanent ist. Wenn der Dienstvertrag eines Dienstleistungsarbeitnehmers ungeachtet des Grundes eingestellt wird und wenn diese Stunden entweder von einem Arbeitnehmer, der schon im Dienst ist oder von einem neuen Arbeitnehmer geleistet werden, ungeachtet der Art des abgeschlossenen Dienstvertrages, werden nur die kontraktlich vorgesehenen Stunden für den ersetzten Arbeitnehmer berücksichtigt. Derselbe Arbeitsplatz kann also nicht zweimal gebucht werden.

§3. Die auf diese Weise bekommene Globalzahl der Arbeitsplätze kann nicht aus wirtschaftlichen oder finanziellen Gründen, sondern schon aus irgendeinem anderen Grund verringert werden (z.B. natürliche oder freiwillige Kündigung, Berufswechsel,)

KAPITEL VII – INFORMIERUNG DER PARITÄTISCHEN UNTERKOMMISSION 318.01

Artikel 10.

§1. Die Arbeitgeber übermitteln die im Artikel 7 des vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommens bestimmten Informationen dem Vorsitzenden des Paritätischen Unterkommission 318.01 bis den 31. Oktober von jedem Kalenderjahr. Diese Informationen werden in die Tabelle der Anlage 5 eingetragen. Für jedes Aktivitätsjahr des Dienstes muss eine Tabelle vorgelegt werden. Die Informationen werden während einer Sonderversammlung der Sozialpartner der Paritätischen Unterkommission 318.01 analysiert.

§2. Die Arbeitgeber, die die Verhandlungen gemäss den Artikeln 7 und 8 des vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommens geführt haben, werden, abgesehen von den im Paragraph 1 dieses Artikels erwähnten Informationen, dem Vorsitzenden der Paritätischen Unterkommission 318.01 einen schriftlichen Bericht übermitteln, der von den Vertretern der Arbeitnehmer unterzeichnet ist und alle Massnahmen erwähnt, die im Rahmen dieser Verhandlung genommen wurden; dieser Bericht muss bis den 31. Oktober des Kalenderjahres, in dem der Vorteil zuerkannt wurde, eingereicht werden.

KAPITEL VIII : BINDUNG DER ENTLOHNUNG AN DEN VERBRAUCHERPREISINDEX

Artikel 11.

§ 1. Alle in dem vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommen vorgesehenen Bezüge sowie die tatsächlich gezahlten Bezüge sind an den Verbraucherpreisindex des Königreichs gebunden, der monatlich vom der FÖD Wirtschaft erstellt und im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

§ 2. Die Mindestbezüge und tatsächlich gezahlten Bezüge, die per 1. Oktober 2008 gelten, entsprechen dem Schwellenindex 110,51 (Basis 2004=100), Abrechnungssatz 1,1951

§ 3. Unter Schwellenindex sind die zu einer Reihe gehörenden Zahlen zu verstehen, die mit 104,14 beginnen. Die jeweilige Folgezahl erhält man durch Multiplikation des vorhergehenden (gerundeten) Schwellenindex mit 1,02. Die Hundertstelpunkte-Bruchteile werden auf den nächsten Hundertstelpunkt aufgerundet (ab 50% eines Hundertstels) oder abgerundet (bei unter 50% eines Hundertstels). Folgende Tabelle ist ein nicht erschöpfendes Beispiel:

104,14
106,22
108,34
110,51
112,72
114,97
117,27
119,62

§ 4. Immer wenn der Verbraucherpreisindex einen der Schwellenindexe erreicht oder auf einen von ihnen zurückfällt, werden die zu diesem Zeitpunkt geltenden Jahresbezüge unter Anwendung des Koeffizienten 1,02_n neu berechnet, wobei « n » den Rang des erreichten Schwellenindexes darstellt. Bei der Berechnung des Koeffizienten 1,02_n werden die Zehntausendstel-Bruchteile einer Einheit aufgerundet (ab 50% einer Zehntausendstel-Einheit) oder abgerundet (bei unter 50% einer Zehntausendstel-Einheit).

§ 5. Die Anpassungen der Jahresbezüge, die sich aus der Bindung an den Verbraucherpreisindex ergeben, werden auf drei Dezimalstellen berechnet. Das Ergebnis wird auf das nächsthöhere Hundert aufgerundet, wenn die dritte Dezimalstelle grösser oder gleich 5 ist, oder auf das nächstniedrigere Hundert abgerundet, wenn die dritte Dezimalstelle kleiner als 5 ist. Die indexierten monatlichen Bezüge erhält man durch Teilung der indexierten Jahresbezüge durch 12, auf zwei Stellen hinter dem Komma gerechnet. Den indexierten Stundenlohn erhält man durch Teilung des indexierten Jahreslohns durch 1976, auf 4 Stellen hinter dem Komma gerechnet. Dabei wird wie folgt gerundet: Wenn die Dezimalstelle, die auf die zu rundende Stelle folgt, kleiner als fünf

4

ist, wird abgerundet, und wenn die Dezimalstelle, die auf die zu rundende Stelle folgt, grösser oder gleich 5 ist, wird die zu rundende Dezimalstelle auf die nächsthöhere Einheit aufgerundet.

§ 6. Die Erhöhung oder Absenkung der Bezüge im Sinne von § 1 gemäss der in § 5 vorgesehenen Berechnung wird ab dem zweiten Monat angewendet, der auf den Monat folgt, in dem der Viermonatsindex den in § 3 genannten Schwellenindex erreicht.

§ 7. Wenn gleichzeitig eine Erhöhung der Bezüge aufgrund einer Bindung an den Verbraucherpreisindex und eine andere Erhöhung der Bezüge anzuwenden sind, wird die Anpassung aufgrund der Bindung der Bezüge an den Verbraucherpreisindex nach der Anpassung der Bezüge aufgrund der vorgesehenen Anhebung der Bezüge angewendet.

KAPITEL IX – INKRAFTTRETUNG

Artikel 12.

Das vorliegende kollektive Arbeitsabkommen tritt am 1. Juli 2011 in Kraft und wird auf unbefristete Zeit abgeschlossen

Das vorliegende kollektive Arbeitsabkommen wird nach einem Jahr wieder evaluiert, wenn neue Rechtsvorschriften bestimmt werden oder wenn neue Massnahmen zur Finanzierung der Dienstleistungsschecks genommen werden (abgesehen von den Massnahmen im Bereich der Bindung der Entlohnung an den Verbraucherpreisindex).

Ausserdem kann vorliegendes Arbeitsabkommen von jeder der unterzeichnenden Parteien mit dreimonatiger Vorankündigung per Einschreiben an den Vorsitzenden der Paritätischen Unterkommission für Familien- und Seniorenhilfsdienste der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft revidiert oder aufgekündigt werden.

Anlage 1

Besoldungstabelle der Dienstleistungsscheckarbeitnehmer in der Wallonischen Region

Indexiert am : 1/10/2010 **Schwellenindex:** 112,72 **% der Abrechnung:** 1,219

<i>Funktion</i>	Dienstleistungsscheckarbeitnehmer	
<i>Anfangsalter</i>	18 Jahre	
<i>Dienstalter</i>	<i>Stundenlohn</i>	<i>Monatslohn</i>
0	10,1016 €	1.663,39 €
1	10,9162 €	1.797,53 €
2	11,0178 €	1.814,27 €
3	11,1195 €	1.831,01 €
4 und folgende	11,2212 €	1.847,75 €

Anlage 2

Besoldungstabelle der Dienstleistungsscheckarbeitnehmer in der Deutschsprachigen Gemeinschaft

<i>Funktion</i>	<i>Arbeitnehmer</i>		
<i>Anfangsalter</i>	18 Jahre		
<i>Dienstalter</i>	<i>Jährlich zu 100 %</i>	<i>Monatlich indexiert</i>	<i>Indexierter Lohn 38 Stunden</i>
0	15.875,97 €	1.612,73 €	9,7939 €
1	16.276,25 €	1.653,40 €	10,0409 €
2	16.447,54 €	1.670,80 €	10,1465 €
3	16.618,80 €	1.688,19 €	10,2522 €
4 und folgende	16.841,57 €	1.710,82 €	10,3896 €

Anlage 3

Besoldungstabelle der Arbeitnehmer der Wallonischen Region

Indexiert am: 1/10/2010 **Schwellenindex:** 112,72 **% der Abrechnung:** 1,219

<i>Funktionen</i>	Polyvalenter Arbeiter, Fahrer, Familienhilfearbeiter	
<i>Anfangsalter</i>	18 Jahre	
<i>Dienstalter</i>	<i>Pro Stunde</i>	<i>monatlich</i>
0	10,1016 €	1.663,39 €
1	10,9162 €	1.797,53 €
2	11,0178 €	1.814,27 €
3	11,1195 €	1.831,01 €
4	11,2212 €	1.847,75 €
5	11,3228 €	1.864,49 €
6	11,4245 €	1.881,24 €
7	11,5262 €	1.897,98 €
8	11,6278 €	1.914,72 €
9	11,7295 €	1.931,46 €
10	12,1463 €	2.000,10 €
11	12,2695 €	2.020,37 €
12	12,3926 €	2.040,64 €
13	12,5157 €	2.060,91 €
14	12,6388 €	2.081,19 €
15	12,7619 €	2.101,46 €
16	12,8850 €	2.121,73 €
17	13,0081 €	2.142,01 €
18	13,1312 €	2.162,28 €
19	13,2543 €	2.182,55 €
20	13,3775 €	2.202,82 €
21	13,5006 €	2.223,10 €
22	13,6237 €	2.243,37 €
23	13,7468 €	2.263,64 €
24	13,8699 €	2.283,91 €
25	13,9930 €	2.304,19 €
26	14,1161 €	2.324,46 €
27	14,2392 €	2.344,73 €
28	14,3623 €	2.365,00 €
29	14,4855 €	2.385,27 €

Anlage 4

Besoldungstabelle der Arbeitnehmer der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Indexiert am : 1/10/2010 **Schwellenindex:** 112,72 **% der Abrechnung:** 1,219

<i>Funktion</i>	Familienhilfearbeiter		
<i>Anfangsalter</i>	18 Jahre		
<i>Dienstalter</i>	<i>Jährlich zu 100 %</i>	<i>Monatlich indexiert</i>	<i>Indexierter Lohn 38 Stunden</i>
0	15.875,97 €	1.612,73 €	9,7939 €
1	16.276,25 €	1.653,40 €	10,0409 €
2	16.447,54 €	1.670,80 €	10,1465 €
3	16.618,80 €	1.688,19 €	10,2522 €
4	16.841,57 €	1.710,82 €	10,3896 €
5	16.880,71 €	1.714,80 €	10,4138 €
6	17.103,48 €	1.737,43 €	10,5512 €
7	17.142,61 €	1.741,40 €	10,5753 €
8	17.365,37 €	1.764,03 €	10,7127 €
9	17.379,63 €	1.765,48 €	10,7215 €
10	17.737,30 €	1.801,81 €	10,9422 €
11	17.784,88 €	1.806,65 €	10,9715 €
12	18.015,77 €	1.830,10 €	11,114 €
13	18.063,64 €	1.834,96 €	11,1435 €
14	18.362,88 €	1.865,36 €	11,3281 €
15	18.410,44 €	1.870,19 €	11,3575 €
16	18.709,67 €	1.900,59 €	11,542 €
17	18.757,25 €	1.905,42 €	11,5714 €
18	19.056,47 €	1.935,82 €	11,756 €
19	19.104,06 €	1.940,65 €	11,7853 €
20	19.403,27 €	1.971,05 €	11,9699 €
21	19.450,85 €	1.975,88 €	11,9993 €
22	19.750,07 €	2.006,28 €	12,1839 €
23	19.797,66 €	2.011,11 €	12,2132 €
24	20.096,86 €	2.041,51 €	12,3978 €
25	20.144,45 €	2.046,34 €	12,4272 €
26	20.587,57 €	2.091,35 €	12,7005 €
27	20.635,16 €	2.096,19 €	12,7299 €
28	21.078,32 €	2.141,21 €	13,0033 €
29	21.125,89 €	2.146,04 €	13,0326 €
30	21.125,89 €	2.146,04 €	13,0326 €
31	21.125,89 €	2.146,04 €	13,0326 €

Anlage 5

Überblick der Kosten, der Ressourcen und der Ergebnisse der Aktivität sui generis Dienstleistungsschecks

Der Arbeitgeber trägt die im Artikel 7 dieses kollektiven Arbeitsabkommens bestimmten Informationen in die folgende Tabelle ein und übermittelt diese:

Aktivität sui generis Dienstleistungsschecks für das Kalenderjahr

Struktur des Umsatzes	Beträge	Verteilung (%)
Beitrag der Begünstigten		
Subvention der föderalen Regierung		
Subvention des Ausbildungsfonds		
Subvention APE/ Sozialmaribel		
Beitrag des Onem (Activa-Zuschuss)		
Subvention Krankenkasse		
Andere Produkte:		
Freistellung von Lohnsteuer.		
Varia		
TOTAL		100

Bonusse		
---------	--	--

Struktur des Kostpreises	Beträge	Verteilung (%)
Güter und Dienstleistungen		
Personalkosten Arbeitnehmer TS (Lohn+Arbeitgeberbeitrag) bestimmt im Artikel .1§2		
Kosten des Beratungs- und Vorstandspersonals		
Andere Kosten:		
Unbezahlte Beträge		
Tilgung (Ausrüstung)		
Varia		
Verluste		
TOTAL		100

Malusse		
---------	--	--

Zahl der geleisteten Arbeitsstunden bei dem Begünstigten	
Zahl der Dienstleistungsscheckarbeitnehmer (VZE)	
Zahl der Dienstleistungsscheckarbeitnehmer (natürliche Personen).	
Kumulierte Bonusse oder Malusse	

9

**Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse
Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 4 juli 2011 betreffende de toepassing van de
baremieke voorwaarden van de dienstencheque werknemers**

HOOFDSTUK I – TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1.

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de dienstencheque werknemers van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp gesubsidieerd door het Waalse Gewest of de Duitstalige Gemeenschap en die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap. Zij vult de collectieve arbeidsovereenkomst aan van 19 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden inzake arbeid, loon en loonindexering voor het personeel van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp die gesubsidieerd worden door het Waalse Gewest alsook de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 oktober 2008 betreffende de loon- en arbeidsvoorwaarden en de loonindexering voor de diensten voor die door de Duitstalige Gemeenschap gesubsidieerd worden en de collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging ervan.

§2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst sluit aan bij het protocolakkoord van 31 maart 2011 betreffende de loonvoorwaarden van de huishoudhulp “dienstencheques” in het Waalse Gewest en verduidelijkt dit laatste.

§3. Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst moet onder dienstencheque werknemer worden verstaan : de vrouwelijke en mannelijke arbeiders die tewerkgesteld zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst “dienstencheques”.

Artikel 2.

De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst leggen de regels vast die van toepassing zijn op alle werknemers bedoeld in artikel 1, en doelen uitsluitend op het bepalen van de minimumlonen waarbij de partijen alle vrijheid wordt gelaten om tot een akkoord te komen over gunstigere voorwaarden voor de werknemers. Zij mogen bovendien geen afbreuk doen aan de bepalingen die gunstiger uitvallen voor de werknemers wanneer zulks ergens het geval zou zijn.

HOOFDSTUK II- FUNCTIE

Artikel 3.

Onder dienstencheque werknemer (m/v) wordt verstaan :

- de werknemer wiens gepresteerde uren worden gefinancierd via het stelsel van de dienstencheques en wiens functie bestaat in het uitvoeren activiteiten van

d

huishoudelijke aard ten behoeve van particulieren met de uitzondering van het bereiden van maaltijden en boodschappen doen.

Profiel

Bij gebrek aan een bestaande regelgeving ter zake, moet de werknemer kunnen aantonen dat hij :

- knowhow heeft op gebied van huishoudelijk werk ;
- in staat is tot technische aanpassingen op gebied van huishoudelijk werk

HOOFDSTUK III – LOONSCHALEN – BEHOUD VAN DE VERWORVEN ANCIËNNITEIT

Artikel 4.

§1. De dienstencheque werknemers van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp die door het Waalse Gewest gesubsidieerd worden, krijgen een loon op basis van de loonschaal in bijlage 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§2. De dienstencheque werknemers van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp die door de Duitstalige Gemeenschap gesubsidieerd worden, krijgen een loon op basis van de loonschaal in bijlage 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 5.

§1. Op grond van de verworven rechten behouden de dienstencheque werknemers van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp die door het Waalse Gewest gesubsidieerd worden wier loonschaalanciënniteit meer dan 4 jaar bedraagt op de datum van ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, hun huidig loon bevroren op het anciënniteitjaar dat verworven wordt op de datum van ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst dat opgenomen is in bijlage 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§2. Op grond van de verworven rechten behouden de dienstencheque werknemers van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp die door de Duitstalige Gemeenschap gesubsidieerd worden wier loonschaalanciënniteit meer dan 4 jaar bedraagt op de datum van ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, hun huidig loon bevroren op het anciënniteitjaar dat verworven wordt op de datum van ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst dat opgenomen is in bijlage 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 6.

De loonschaaltabellen die zijn opgenomen als bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst vermelden de uur-, maand en/of jaarlonen. Ze zijn opgesteld op basis van jaarlonen. De jaarlonen stemmen overeen met de uurlonen vermenigvuldigd met 1976 (regeling van 38 uur/week vermenigvuldigd met 52 weken). De maandlonen worden bekomen door de jaarlonen te delen door 12.

✓

HOOFDSTUK IV – INFORMATIE OVER DE RESULTATEN VAN DE ACTIVITEIT SUI GENERIS DIENSTENCHEQUES EN AFFECTATIE VAN DE GECUMULEERDE RESULTATEN VAN DEZE ACTIVITEIT SUI GENERIS

Artikel 7.

§1. In het kader van de jaarlijkse informatie opgelegd bij het koninklijk besluit van 27 november 1973 Koninklijk besluit houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden, en op basis van de resultaatrekeningen en balans, conform de rekeningen vastgesteld door de Beheerraad met het oog op de goedkeuring ervan door de Algemene Vergadering – deelt elke onderneming aan de ondernemingsraad (of bij ontstentenis aan het CPBW, of bij ontstentenis aan de syndicale afvaardiging, gedetailleerde inlichtingen mee over de volgende punten en dit ten behoeve van de afdeling sui generis dienstencheques :

- een volledig overzicht van de boekhoudkundige activiteit alsook de ratio's m.b.t. tot deze activiteit, de ratio's m.b.t. de omkadering en de ratio's m.b.t. de werkingskosten ;
- het jaarlijks resultaat en het gecumuleerd resultaat (verkregen door een overzicht van de lasten, de middelen en de resultaten van de activiteit sui generis sinds de aanvang ervan) ;
- de uitgebreide informatie over het gebruik van het resultaat ongeacht met welk doel, in combinatie met een motivering die ter goedkeuring aan de Algemene Vergadering zal worden voorgelegd ;
- de budgettaire prognoses voor de volgende drie jaar en dit zowel qua uitgaven als qua inkomsten ; de prognoses worden vervat in een jaarbegroting waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :
 - De balans tussen de lasten en de producten voor de dienstencheque werknemers, bedrag aan de hand waarvan de reserve kan worden bepaald bedoeld in §2, eerste lid van dit artikel ;
 - Het totaal van de lasten en producten en het gebudgetteerde beneficiair of deficitair resultaat ;
 - Een budgettaire prognose voor de volgende twee jaar op grond van de hypothesen gehanteerd ter realisatie van de jaarbegroting met een voorstelling van de ratio's waarvan sprake eerder in dit lid.

Naast de boekhoudkundige en financiële inlichtingen, verstrekt het bedrijf niet in de boekhouding opgenomen inlichtingen m.b.t. de dienstencheque activiteit sui generis door middel van de tabel in bijlage 5.

§2. In die context verstrekt het bedrijf de cijfergegevens die de mogelijkheid bieden om de volgende elementen te bepalen :

- de reserve beschikbaar gesteld voor de balans om het loon te waarborgen van de dienstencheque werknemers in dienst op het einde van het balansjaar en voor de drie daarop volgende jaren rekening houdend met de aanverwante producten ;
- de lasten en producten die voortvloeien uit de werking van het bedrijf en het aandeel ervan in het gebudgetteerde resultaat van het bedrijf zoals bedoeld in § 1 van dit artikel ;

De berekening wordt elk jaar opnieuw gemaakt en heeft betrekking op de volgende drie jaar.

§3. Ingeval van een overschot op het niveau van de gecumuleerde resultaten en na samenstelling van de reserve vermeld in § 2 van dit artikel, kan het bedrag van dit eventuele overschot worden uitgetrokken voor concrete financiële voordelen voor de dienstencheque werknemers. Over die affectatie zal worden onderhandeld zoals bepaald in hoofdstuk V en dit, overeenkomstig artikel 8 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§4. Deze informatie moet plaatsvinden op de vergadering van de bedrijfsraad die voorafgaat aan en die het kortst aansluit bij de datum waarop de Algemene Statutaire Vergadering de resultatenrekeningen en de balans goedkeurt. Voor de eerste maal zal die informatie worden gegeven over het begrotingsjaar 2010.

HOOFDSTUK V – EVENTUELE ONDERHANDELINGEN OP BASIS VAN DE VERSTERKTE INFORMATIE

Artikel 8.

Voor zover de boekhoudkundige situatie van de dienstencheque activiteit het mogelijk maakt om een bedrag vrij te maken om aan te wenden voor financiële voordelen beperkt tot de drie begrotingsjaren die volgen op het gecumuleerde resultaat van de activiteit sui generis voor de dienstencheque werknemers met 5 jaar of meer baremieke anciënniteit, zal die affectatie het resultaat zijn van onderhandelingen tussen de werkgever en de syndicale afvaardiging. Die concrete financiële voordelen moeten verplicht voordelen zijn die vallen onder de sociale zekerheid in het kader van het lopende begrotingsjaar. Het toegekende voordeel mag niet meer bedragen dan het jaarlijks verschil tussen het jaarloon van een werknemer op wie de loonschalen van PSC 318.01 van toepassing zijn (zie bijlage 3 en 4) en het loon van de dienstencheque werknemer vermenigvuldigd met het aantal gepresteerde uren.

HOOFDSTUK VI – GEGARANDEERDE WERKGELEGENHEID

Artikel 9.

§1. Voor zover de wettelijke bepalingen in verband met het systeem van de dienstencheques identiek blijven, verbinden de werkgevers zich ertoe om het totaalvolume van de werkgelegenheid uitgedrukt in voltijdse equivalenten op 31 december 2010 te behouden, en zulks overeenkomstig lid 2 en 3 van dit artikel.

§2. Het totaalvolume van de werkgelegenheid wordt bepaald door de arbeidstijd op te tellen die contractueel is bepaald in elke dienstencheque arbeidsovereenkomst voor zover het een permanente arbeidspost betreft. Wanneer de arbeidsovereenkomst van een dienstencheque werknemer om welke reden dan ook wordt geschorst en wanneer die uren gepresteerd worden, hetzij door een reeds in dienst zijnde werknemer, hetzij door een nieuwe werknemer, waarbij het type van de gesloten arbeidsovereenkomst van weinig belang is, zullen de contractueel vastgestelde uren voor de vervangen werknemer niet in rekening worden genomen. Eenzelfde arbeidspost mag dus geen tweemaal in aanmerking worden genomen.

§3. Het totaalvolume van de werkgelegenheid dat op die manier wordt verkregen, mag niet worden verminderd omwille van economische of financiële redenen, maar mag worden

✓
verminderd omwille van om het even welke andere reden (bijvoorbeeld : natuurlijk of vrijwillig vertrek, doorstroming naar een ander beroep, ...).

HOOFDSTUK VII – INFORMATIE VAN PARITAIR SUBCOMITE 318.01

Artikel 10.

§1. De werkgevers delen de in artikel 7 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde inlichtingen mee aan de Voorzitter van paritair subcomité 318.01 tegen 31 oktober van elk kalenderjaar. Die inlichtingen worden opgenomen in de tabel in bijlage 5. Voor elk jaar dat de dienst actief is wordt een tabel gestuurd. De inlichtingen worden geanalyseerd op een buitengewone vergadering tussen de sociale partners van paritair subcomité 318.01.

§2. De werkgevers die onderhandeld hebben, overeenkomstig de artikelen 7 en 8 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, bezorgen, naast de inlichtingen bedoeld in het eerste lid van dit artikel, een schriftelijk rapport ondertekend door de vertegenwoordigers van de werknemers, aan de Voorzitter van paritair subcomité 318.01 met een overzicht van alle maatregelen die werden getroffen in het kader van deze onderhandelingen en zulks tegen 31 oktober van het kalenderjaar waarin het voordeel werd toegekend.

HOOFDSTUK VIII : KOPPELING VAN DE LONEN AAN HET INDEXCIJFER VAN DE CONSUMPTIEPRIJZEN

Artikel 11.

§1. Alle lonen bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst alsook de effectief uitbetaalde lonen zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk, dat maandelijks wordt vastgesteld door het Ministerie van Economische zaken en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

§2. De minimumlonen en de werkelijke lonen die van toepassing zijn op 1 oktober 2008 stemmen overeen met de spilindex 110,51 (basis 2004=100), vereffeningspercentage 1,1951.

§3. Onder "spilindexcijfer" wordt verstaan : de getallen behorend tot een reeks waarvan het eerste 102,02 (basis 1988 = 100) is en waarvan elk van de volgende bekomen wordt door het voorgaande te vermenigvuldigen met 1,02.

Voor de berekening van elk spilindexcijfer worden de delen van honderdsten van een punt afgerond op het naasthoger honderdste of verwaarloosd al naargelang ze al dan niet 50 pct. van het honderdste bereiken.

De tabel hierna geldt als voorbeeld en is niet beperkend :

104,14
106,22
108,34
110,51
112,72
114,97
117,27
119,62

8/

§4. Telkens het indexcijfer van de consumptieprijzen één van de spilindexcijfers bereikt of er tot wordt teruggebracht, worden de jaarlonen die van toepassing zijn op dat tijdstip opnieuw berekend door het toepassen van de coëfficiënt 1,02n, die de rang van het bereikte spilindexcijfer vertegenwoordigt. Voor het berekenen van de coëfficiënt 1,02n worden de breuken van een tienduizendste van een eenheid afgerond tot het hogere tienduizendste of weggelaten, naargelang zij al dan niet 50 pct. van een tienduizendste bereiken

§5. De aanpassingen van de jaarlonen die voortvloeien uit de koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden berekend rekening houdende met drie cijfers na de komma. De uitkomst wordt naar de naasthogere cent afgerond wanneer de decimaal gelijk is aan of hoger dan 5 en naar de naastlagere cent wanneer de decimaal lager is dan 5. Het geïndexeerde maandloon wordt verkregen door het geïndexeerde jaarloon te delen door 12, met 2 decimalen. Het geïndexeerde uurloon wordt verkregen door het geïndexeerde jaarloon te delen door 1976, met 4 decimalen. De afronding gebeurt door het cijfer na de af te ronden decimaal te verwaarlozen als het lager is dan vijf en door het af te ronden decimaal naar de hogere eenheid te brengen als gelijk is aan of hoger is dan vijf.

§6. De verhoging of verlaging van de lonen bedoeld in het eerste lid volgens de berekening bepaald in het 5^{de} lid wordt toegepast vanaf de tweede maand die volgt op de maand waarin de viermaandelijke index het spilindexcijfer bereikt dat wordt vermeld in het derde lid van dit artikel.

§7. Wanneer tegelijk een verhoging van de lonen moet worden doorgevoerd tengevolge van de koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen en een andere verhoging, wordt de aanpassing die voortvloeit uit de koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen toegepast na de aanpassing van de lonen volgens de geplande verhoging.

HOOFDSTUK X – INWERKINGTREDDING

Artikel 12.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 2011 en wordt gesloten voor een onbepaalde duur.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt opnieuw geëvalueerd binnen een jaar ingeval van nieuwe wettelijke maatregelen alsook ingeval van nieuwe financieringsmaatregelen van het stelsel van de dienstencheques (afgezien van die welke samenhangen met de koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen).

Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan bovendien worden herzien of opgezegd door een van de ondertekenende partijen mits een opzeggingstermijn van drie maanden betekend bij een ter post aangetekend schrijven aan de Voorzitter van de Paritaire Subcommissie voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Bijlage 1

Loonschalen van de dienstencheque werknemers (m/v) in het Waalse Gewest

Geïndexeerd op : 1/10/2010 Spilindex : 112.72 % vereffening : 1,219

<i>Functies</i>	Dienstencheque werknemers	
<i>Aanvangsleeftijd</i>	18 jaar	
<i>Anciënniteit</i>	<i>per uur</i>	<i>maandelijks</i>
0	10,1016 €	1.663,39 €
1	10,9162 €	1.797,53 €
2	11,0178 €	1.814,27 €
3	11,1195 €	1.831,01 €
4 en volgende	11,2212 €	1.847,75 €

Bijlage 2
Loonschalen van de dienstencheque werknemers (m/v) in de Duitstalige
Gemeenschap

<i>Functies</i>	Werknemers		
<i>Aanvangsleeftijd</i>	18 jaar		
<i>Anciënniteit</i>	<i>Jaarlijks tegen 100 %</i>	<i>Maandelijks geïndexeerd</i>	<i>Regeling 38u geïndexeerd</i>
0	15.875,97 €	1.612,73 €	9,7939 €
1	16.276,25 €	1.653,40 €	10,0409 €
2	16.447,54 €	1.670,80 €	10,1465 €
3	16.618,80 €	1.688,19 €	10,2522 €
4 en volgende	16.841,57 €	1.710,82 €	10,3896 €

Bijlage 3
Loonschalen van de werknemers (m/v) in het Waalse Gewest

Geïndexeerd op : 1/10/2010 Spilindex : 112,72 % vereffening : 1,219

<i>Funcities</i>	polyvalent arbeider, chauffeur, huishoudhulp	
<i>Aanvangsleeftijd</i>	18 jaar	
<i>Anciënniteit</i>	<i>per uur</i>	<i>maandelijks</i>
0	10,1016 €	1.663,39 €
1	10,9162 €	1.797,53 €
2	11,0178 €	1.814,27 €
3	11,1195 €	1.831,01 €
4	11,2212 €	1.847,75 €
5	11,3228 €	1.864,49 €
6	11,4245 €	1.881,24 €
7	11,5262 €	1.897,98 €
8	11,6278 €	1.914,72 €
9	11,7295 €	1.931,46 €
10	12,1463 €	2.000,10 €
11	12,2695 €	2.020,37 €
12	12,3926 €	2.040,64 €
13	12,5157 €	2.060,91 €
14	12,6388 €	2.081,19 €

15	12,7619 €	2.101,46 €
16	12,8850 €	2.121,73 €
17	13,0081 €	2.142,01 €
18	13,1312 €	2.162,28 €
19	13,2543 €	2.182,55 €
20	13,3775 €	2.202,82 €
21	13,5006 €	2.223,10 €
22	13,6237 €	2.243,37 €
23	13,7468 €	2.263,64 €
24	13,8699 €	2.283,91 €
25	13,9930 €	2.304,19 €
26	14,1161 €	2.324,46 €
27	14,2392 €	2.344,73 €
28	14,3623 €	2.365,00 €
29	14,4855 €	2.385,27 €

Bijlage 4

Loonschalen van de werknemers (m/v) in de Duitstalige Gemeenschap

Geïndexeerd op : 1/10/2010

Spilindex : 112,72

% vereffening : 1.219

<i>Funcities</i>	huishoudhulp (m/v)		
<i>Aanvangsleeftijd</i>	18 jaar		
<i>Anciënniteit</i>	<i>Jaarlijks tegen 100 %</i>	<i>Maandelijks geïndexeerd</i>	<i>Regeling 38 u geïndexeerd</i>
0	15.875,97 €	1.612,73 €	9,7939 €
1	16.276,25 €	1.653,40 €	10,0409 €
2	16.447,54 €	1.670,80 €	10,1465 €
3	16.618,80 €	1.688,19 €	10,2522 €
4	16.841,57 €	1.710,82 €	10,3896 €
5	16.880,71 €	1.714,80 €	10,4138 €
6	17.103,48 €	1.737,43 €	10,5512 €
7	17.142,61 €	1.741,40 €	10,5753 €
8	17.365,37 €	1.764,03 €	10,7127 €
9	17.379,63 €	1.765,48 €	10,7215 €
10	17.737,30 €	1.801,81 €	10,9422 €
11	17.784,88 €	1.806,65 €	10,9715 €
12	18.015,77 €	1.830,10 €	11,114 €
13	18.063,64 €	1.834,96 €	11,1435 €
14	18.362,88 €	1.865,36 €	11,3281 €
15	18.410,44 €	1.870,19 €	11,3575 €
16	18.709,67 €	1.900,59 €	11,542 €
17	18.757,25 €	1.905,42 €	11,5714 €

18	19.056,47 €	1.935,82 €	11,756 €
19	19.104,06 €	1.940,65 €	11,7853 €
20	19.403,27 €	1.971,05 €	11,9699 €
21	19.450,85 €	1.975,88 €	11,9993 €
22	19.750,07 €	2.006,28 €	12,1839 €
23	19.797,66 €	2.011,11 €	12,2132 €
24	20.096,86 €	2.041,51 €	12,3978 €
25	20.144,45 €	2.046,34 €	12,4272 €
26	20.587,57 €	2.091,35 €	12,7005 €
27	20.635,16 €	2.096,19 €	12,7299 €
28	21.078,32 €	2.141,21 €	13,0033 €
29	21.125,89 €	2.146,04 €	13,0326 €
30	21.125,89 €	2.146,04 €	13,0326 €
31	21.125,89 €	2.146,04 €	13,0326 €

Bijlage 5

Tabel met een overzicht van de lasten, middelen en resultaten van de activiteit sui generis dienstencheques

De werkgever deelt de inlichtingen vermeld in artikel 7 van deze overeenkomst mee in de vorm van de tabel hieronder :

Activiteit Sui Generis Dienstencheques voor het kalenderjaar

Structuur van het zakencijfer	Bedragen	Verdeling (%)
Aandeel van de rechthebbenden		
Subsidie door de Federale Regering		
Subsidie door het Opleidingsfonds		
Subsidie APE/Sociale maribel		
Tegemoetkoming door de RVA (Uitkering Activa)		
Subsidie Ziekenfonds		
Andere producten:		
Vrijstelling van bedrijfsvoorheffing		
Allerlei		
TOTAAL		100

Boni		
------	--	--

Structuur van de kostprijs	Bedragen	Verdeling (%)
Goederen en diensten		
Personeelslasten		
Werknemer DC		

(Sal+werkgeversbijdrage) bepaald in art.1§2		
Lasten omkaderingspersoneel en directie		
Andere lasten:		
Vermindering van waarden (onbetaald)		
Afschrijving (uitrusting)		
Divers		
Verlies		
TOTAAL		100

Mali		
------	--	--

Aantal uren gepresteerd bij de rechthebbende	
Aantal dienstencheque werknemers in voltijdse equivalenten	
Aantal dienstencheque werknemers in natuurlijke personen	
Gecumuleerde boni of mali	